

(N° 39.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1925.

BUDGET DU MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS POUR L'EXERCICE 1925 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'INTÉRIEUR, DE L'ENSEIGNEMENT, DES SCIENCES ET DES ARTS (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

Le projet de budget du Ministère des Sciences et des Arts pour 1925 fait l'objet du document n° 4vii (session ordinaire 1924-1925).

Il est devenu caduc par suite de la dissolution des Chambres. Actuellement, nous sommes en présence d'un nouveau projet.

Le premier projet portait en dépenses la somme de 321,499,975 francs, tandis que le second, en augmentation de 102,138,405 francs, porte en dépenses une somme de 423,638,380 francs.

La péréquation des traitements est représentée dans cette majoration pour une somme de 100,092,659 francs.

Les autres majorations sont justifiées dans la note qui se trouve à la page 32 du même projet de budget.

Notre ancien collègue, l'honorable M. Gollier, a déposé, au nom de la Commission, dans la séance du 14 janvier dernier, son remarquable rapport sur le budget de 1925, qui est actuellement soumis à vos délibérations.

Votre Commission estime que ce rapport si complet et si approfondi n'a absolument rien perdu de son actualité. Il a été approuvé à l'unanimité de la Commission.

(1) Budget, n° 4vii.

(2) Composition de la Commission permanente de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Brunet, président, Blavier, Burns, Bouchery, Cocq, Declercq, Desargher, Destrée, Doms, Heyman, Meckmans, Merlot, Ramackers, Rombauts, Siffer et Van Isacker.

**La distribution du présent rapport (N° 39),
a eu lieu le 3 juillet 1925.**

La Commission ne croit pas devoir modifier son attitude antérieure et elle propose à la Chambre de faire servir le rapport de l'honorable M. Gollier comme base des discussions lors de l'examen du budget pour 1925 (doc. n° 84, Session ordinaire 1924-1925).

En examinant le nouveau projet de budget, la Commission s'est donc bornée à joindre quelques observations au rapport de M. Gollier.

Nous les résumons ci-après :

1. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

a) ENFANTS ARRIÉRÉS.

Dans ses rapports sur les budgets de 1924 et de 1925, M. Gollier a attiré spécialement l'attention du Gouvernement sur la question si importante des « Enfants pédagogiquement arriérés » dans nos écoles primaires.

Il s'agit en l'occurrence des enfants qui se trouvent dans une classe inférieure à celle où ils devraient se trouver par rapport à leur âge.

Sur 798,451 élèves qui fréquentent nos écoles primaires, il y en a 385,385, soit 48.3 p. c. du total de la population scolaire qui sont arriérés dans leur enseignement.

Il est évident qu'il faut chercher ici la raison pour laquelle tant d'enfants quittent l'école primaire sans avoir joui d'un enseignement primaire complet et sans avoir suivi le quatrième degré. C'est également le motif pour lequel beaucoup d'enfants ont reçu une préparation insuffisante à l'école primaire pour suivre avec fruit, après leur 14^e année, l'enseignement moyen ou l'enseignement professionnel. Cette situation domine tout notre enseignement primaire.

La Commission se plaint à espérer que l'honorable Ministre des Sciences et des Arts fera mettre à l'étude des moyens pratiques et efficaces pour mettre un terme à cette triste situation.

B. — *L'inspection médicale scolaire.*

La Commission a été unanime pour appeler derechef l'attention de l'honorable Ministre sur les résultats absolument insuffisants de l'inspection médicale scolaire, telle qu'elle est pratiquée actuellement.

La *constatation* par les médecins scolaires de certaines maladies ou infirmités chez les enfants est peu efficace. Ces résultats ne seront réellement fructueux que du moment qu'on disposera de dispensaires et de cliniques scolaires pour assurer réellement la guérison des enfants.

C. — POUR LES FAMILLES NOMBREUSES.

La Commission s'est ralliée également à un amendement tendant à consentir à la Ligue des Familles Nombreuses un prêt de un million de francs, afin de lui permettre de faire des avances aux familles nombreuses qui désirent faire poursuivre des études à leurs enfants, ce qui ne leur est pas toujours permis à cause de leurs charges de famille.

La Commission espère que la Chambre se trouvera unanime pour se rallier à cette mesure, qui fournira une nouvelle preuve de sa sollicitude envers ceux qui portent si courageusement les lourdes et honorables charges d'une famille nombreuse.

3. — MESURES DE CLÉMENTE.

Le Gouvernement a déjà appliqué des mesures de clémence en faveur de certains fonctionnaires et instituteurs frappés de peines disciplinaires depuis l'armistice. Certains membres de la Commission ont exprimé le vœu de voir encore étendre ces mesures de clémence.

4. — INSTITUTEURS DE 1917-1918.

Certains membres de la Commission ont déclaré que la solution donnée jusqu'ici à la question des instituteurs de 1917-1918 (Laeken, Forest, Gand) ne pouvait leur donner satisfaction. Ils ont exprimé le vœu de voir donner une solution définitive et rapide à cette question par le Gouvernement actuel.

5. — CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES.

L'article 4 de la loi sur l'Enseignement primaire prévoit la délivrance d'un certificat après la sixième année d'études. Certains membres de la Commission ont exprimé l'avis qu'il serait opportun de supprimer ces examens :

1° Parce que, par la délivrance de ces certificats, beaucoup de parents croient que ce certificat met fin à l'obligation scolaire de leurs enfants, même si cet examen a été subi à l'âge de 12 ans. L'obligation scolaire, au contraire, continue jusqu'à l'époque des grandes vacances suivant la date à laquelle les enfants atteignent leur 14^{me} année.

Cette contradiction apparente est souvent cause de difficultés entre les parents et les administrations communales chargées de délivrer, après leur 14^e année d'âge, un *livret de travail* aux enfants.

2° Parce que ces examens ont le plus souvent pour résultat que l'instituteur de la 6^e année s'occupe quasi exclusivement des enfants qu'il doit préparer et ce au détriment des autres élèves.

3° L'article 77 du budget prévoit pour l'organisation de ces examens une dépense de 400,000 francs qui, par suite de leur suppression, pourraient être économisés.

6. — INDEMNITÉ DE RÉSIDENCE.

La Commission exprime unanimement le vœu de voir accorder l'indemnité de résidence, qui à présent n'est appliquée que dans les quatre centres : Bruxelles, Liège, Anvers et Charleroi, également dans toutes les autres localités du pays.

Quant à l'indemnité du loyer, elle devrait être rétablie pour les institutrices mariées.

7. BEAUX-ARTS.

L'État achète régulièrement des tableaux à nos artistes belges. La Commission a appris, avec une réelle satisfaction, que l'honorable Ministre avait l'intention

de se faire assister pour ces achats, par une commission d'artistes compétents. Elle exprime le vœu que les tableaux ainsi acquis et qui ne pourraient être placés dans les musées de nos grandes villes, seraient confiés aux musées, maisons communales et bâtiments publics de nos villes de province qui, de cette façon, auraient leur part de ce trésor artistique national.

En plus, on a demandé quelques renseignements d'ordre subsidiaire ; ils seront produits au cours de la discussion du budget.

*
* *

Le présent rapport complémentaire, en fonction du travail si complet de l'honorable M. Gollier, ainsi que le budget lui-même, ont été approuvés par la Commission.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

E. BRUNET.

(N° 39.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1925.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (1).

VERSLAG

UITGEBRACHT NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE
VOOR DE BINNENLANDSCHE ZAKEN, HET ONDERWIJS, DE WETENSCHAPPEN
EN KUNSTEN (2), DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Het begrootingsontwerp van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor 1925, maakte het voorwerp uit van het document n° 4, VII, gewone zitting 1924-25. Het is vervallen door de ontbinding der Kamers. Thans wordt ons een nieuw ontwerp voorgelegd.

Het eerste bedroeg een uitgave van 321.499.975 frank, terwijl het tweede een uitgave voorstelt van 423.658.380 frank of een vermeerdering van 102.158.406 frank.

De perequatie der jaarwedden komt in deze verhooging tusschen voor 100.092.659 frank. De verdere verhoogingen zijn uitgelegd in de nota, welke de leden der Kamers zullen vinden op de bladzijde 32 van het nieuw begrootingsontwerp.

In de vergadering van 14 Januari l. l. legde onze gewezen collega, M. Gollier, uit naam der Commissie, zijn merkwaardig verslag neder over de begrooting 1925, welke thans aan uwe bespreking onderworpen wordt.

(1) Begrooting, n° 4 VII.

(2) Samenstelling van de *Bestendige Commissie voor de Binnenlandsche Zaken, het Onderwijs, de Wetenschappen en Kunsten*: de heeren Brunet, voorzitter, Blavier, Boens, Bouchery, Cocq, Declercq, Desaegher, Destrée, Doms, Heyman, Meelkmans, Merlot, Ramaekers, Rombauts, Siffer en Van Isacker.

De ronddeeling van dit verslag (N° 39),
heeft plaats gehad op 3 Juli 1925.

Uwe Commissie is van meening dat dit zoo volledig als diepbestudeerd verslag volstrekt niets van zijne actualiteit verloren heeft. Het werd door de Commissie met algemeene stemmen goedgekeurd. De Commissie meent niets in hare vroeger vastgestelde houding te moeten wijzigen en ze stelt aan de Kamer voor het verslag van M. Gollier te laten dienen als basis der besprekingen bij het onderzoek der begrooting van 1925. (Document n° 84. gewone zitting 1924-25.)

De Commissie heeft zich, bij het onderzoek van het nieuwe begrotingsontwerp, dan ook bepaald bij het toevoegen van enkele bemerkingen aan het verslag van den heer Gollier.

Wij vatlen ze hieronder samen.

1. LAGER ONDERWIJS.

a) DE VERACHTERDE KINDEREN.

In zijn verslagen over de begrotingen van 1924 en 1925, heeft de heer Gollier de bijzondere aandacht van de Regeering ingeroepen op het zoo belangrijke vraagstuk van de « *pedagogisch verachte kinderen* » in onze lagere scholen. Hierdoor worden bedoeld de kinderen welke zich in eene lagere klas bevinden dan deze waarin ze volgens hunnen ouderdom zouden moeten zijn.

Op 798.451 leerlingen welke onze lagere scholen bezoeken, zijn er 385,385, zij 48.3 t. h. van het totaal der schoolbevolging, welke verachtend zijn in hun onderwijs.

Het springt ommiddellijk in het oog dat hierin de reden moet gezocht worden, waarom zoovele kinderen de lagere school verlaten zonder een volledig lager onderwijs, en zonder den 4^e graad te hebben gevolgd. Vandaar ook dat vele kinderen een onvoldoende voorbereiding op de lagere school ontvingen om, na hun 14 jaar, met vrucht het middelbaar of het beroepsonderwijs te volgen. Deze toestand beheerscht gansch ons lager onderwijs. De Commissie verwacht dan ook van den achtbaren heer Minister van Wetenschappen en Kunsten, dat de praktische maatregelen zullen worden bestudeerd en aangewezen, om een einde aan dezen droeven toestand te zien stellen.

B. HET MEDICAAL SCHOOLTOEZICHT.

De Commissie was het eens om nogmaals de aandacht van den heer Minister in te roepen, op de volstrekt onvoldoende praktische nitslagen van het Medikaal Schooltoezicht, zooals het thans werkt. Het *vaststellen* door de schoolgeneesheeren van sommige ziekten of gebreken bij de kinderen, werpt weinig vruchten af. Dan eerst zullen die vruchten werkelijk bestaan, wanneer in school-verplegingshuizen en klinieken, aan de wezenlijke genezing der kinderen zal kunnen medegewerkt worden.

C. VOOR DE KROOSTRIJKE GEZINNEN.

De Commissie spreekt zich eensgezind uit ten voordeele van een amendement

voor doel hebbende aan den Bond der Kroostrijke Gezinnen eene leening toe te staan van 1 miljoen, ten einde hem in de mogelijkheid te stellen, aan de kroostrijke gezinnen de noodige voorschotten te doen om dezer kinderen toe te laten hunne studiën voort te zetten, wat dikwijls, door familielast, onmogelijk blijkt.

De Commissie hoopt, dat de Kamer eensgezind zijn zal om zich bij dezen maatregel aan te sluiten, welke een nieuw bewijs zal daarstellen van hare bezorgdheid voor dezen die de zware en eervolle lasten welke de kroostrijke gezinnen medebrengen, moedig weten te torsen.

3. GENADEMAATREGELLEN.

De Regeering heeft reeds genademaatregelen toegepast ten voordeele van sommige fonctionarissen en onderwijzers welke na den wapenstilstand door tuchtmaatregelen werden getroffen. Sommige leden der Commissie drukten den wensch uit, dat deze genademaatregelen nog zouden worden uitgebreid.

4. ONDERWIJZERS 1917-1918.

Sommige leden spraken het als hun overtuiging uit, dat de oplossing welke tot nu toe gegeven werd aan het vraagstuk der onderwijzers 1917-1918 (Laken, Vorst, Gent) hun geen bevrediging geschonken had. Zij drukten den wensch uit, dat de Regeering zoohaast mogelijk een definitieve oplossing aan deze zaak geven zou.

5. CERTIFICAAT VAN LAGERE STUDIËN.

Artikel 4 der wet op het lager onderwijs voorziet het afleveren van een certificaat na het 6^e studiejaar.

Sommige leden der commissie drukten de meening uit, dat het geraadzaam zijn zou deze examens af te schaffen :

1^o Omdat door het afleveren dezer certificaten vele ouders in de meening verkeerden, dat hiermede de schoolverplichting voor hunne kinderen eindigt, zelfs dan als dit examen afgelegd wordt op den ouderdom van 12 jaren. De schoolverplichting duurt integendeel voort tot aan het groot verlot volgende op den datum waarop de kinderen hun 14^e jaar bereiken.

Deze schijnbare tegenspraak is dikwijls oorzaak van vele moeilijkheden tussehen de ouders en de gemeentebesturen, gelast om, na het 14^e jaar, het *werkboekje* aan de kinderen af te leveren.

2^o Omdat deze examens veelal voor gevolg hebben dat in het 6^e studiejaar de bezorgdheid van den onderwijzer bijna uitsluitend gaat tot de kinderen welke hij voorbereiden moet, ten nadeele van de overige leerlingen.

3) Art. 77 der begrooting voorziet voor het inrichten dezer examens eene uitgave van 400.000 frank welke door de afschaffing, zou kunnen uitgespaard worden.

6. — VERBLIJFSVERGOEDING.

De Commissie drukt eenparig den wensch uit, dat de verblijfsvergoeding,

welke thans alleen voor de vier centrums : Brussel, Luik, Antwerpen en Charleroi toegepast wordt, zou veralgemeend worden over gansch het land.

Ook de huishuurvergoëding zou dienen hersteld te worden voor de gehuwde onderwijzeressen.

SHOONE KUNSTEN.

De Staat koopt regelmatig schilderijen aan van onze belgische kunstenaars. De Commissie heeft met genoeg kennis genomen van het voornemen van den heer Minister, om zich, voor den aankoop dezer schilderijen, te laten bijstaan door eene commissie van bevoegde kunstenaars. Zij drukt den wensch uit, dat de aldus aangekochte schilderijen, welke geen plaats vinden zouden in de museums onzer groote steden, zouden toevertrouwd worden aan de museums, gemeetenhuizen en openbare gebouwen onzer provinciesteden, welke aldus hun aandeel zouden verkrijgen in dezen nationalen kunstrijkdom.

Enkele inlichtingen van minder belang werden nog gevraagd, die bij de bespreking der begrooting zullen worden voorgebracht.

*
* *

Dit toegevoegd verslag, aansluitend bij het zoo volledig werk van M. Collier, alsmede de begrooting zelf, werden door de Commissie goedgekeurd.

De Verslaggever,

HENRI HEYMAN.

De Voorzitter.

E. BRUNET.
